

Le Vatican manipulé par la diplomatie belge, affirme Amb. Edouard Bizimana

@rib News, 14/05/2016 Burundi : le Saint-Siège piégé ? Par Edouard Bizimana Le 1er mai 2016, Stéphane Maillard, du journal La Croix, publiait un article relatant les préoccupations du Saint-Siège sur la situation au Burundi intitulé : Burundi, le Vatican juge ambiguës les actions internationales. Cet article a été repris par plusieurs sites et media dont Arib, Bonesha FM etc. soit en partie ou en entier. [Photo : Ambassadeur Edouard Bizimana au Vatican lors de la présentation des Lettres de crânce au Pape François, 25 septembre 2015]

Le contenu de cet article m'a doublement interpellé : d'abord par son contenu qui semble être contradictoire et par contre-voies et ensuite parce que j'ai eu à discuter avec les représentants du Saint-Siège, en tant que représentant Burundi auprès du Saint-Siège, de la situation au Burundi. Cependant, je tiens à préciser que cette réaction est personnelle car ne représentant plus le Burundi auprès du Saint-Siège. Au moment où la diplomatie vaticane dénonce le jeu d'intrigue des grandes puissances et des pays de la région, elle (ou l'auteur) parachute une conclusion totalement erronée : « La diplomatie vaticane s'inquiète des conflits d'intérêts des pays africains et européens au Burundi empêchant tout dialogue honnête pour sortir le pays du chaos. Mais, pour la diplomatie vaticane, tant que les intérêts économiques et géopolitiques des pays de la région des Grands Lacs et des anciennes puissances coloniales (France, Belgique) ne seront pas davantage équilibrés, aucun dialogue honnête ne pourra faire bouger les lignes. Il y a trop d'ambivalences, d'ambiguïtés » Logiquement le lecteur s'attendait à ce que la conclusion tienne compte du constat, qui par ailleurs est plus que vrai. Mais c'est la conclusion qui interpelle plus d'un et qui montre un manque d'objectivité totale et de la diplomatie vaticane ou et de l'auteur de l'article : « Ce qu'attendent aujourd'hui comme l'Église au Burundi, c'est que Paris, Bruxelles et Washington contraignent par des sanctions le président Nkurunziza à accepter le dialogue ». Cette conclusion déroute et désoriente la réflexion car elle occulte totalement le raisonnement commencé dans l'article et relatif aux conflits d'intérêts dont il a été mentionné. Il aurait fallu clarifier chacune des puissances occidentales et pays de la région mentionnés et aussi aider à clarifier les intérêts des uns et des autres et de là on aurait abouti à une conclusion logique et à des propositions de solution acceptables et constructives découlant même d'un raisonnement logique et objectif. S'il est vrai que la diplomatie belge informe Mgr Paul Gallaghy que j'ai eu l'occasion de rencontrer à Rome, il est aussi vrai qu'il soit manipulé par cette même diplomatie belge. La Belgique fait partie du problème burundais, à cause justement de ses intérêts dans la région et au Burundi. Parlant des contre-voies contenues dans l'article, il est important de préciser qu'il n'y a pas de menaces qui pèsent sur le catholicisme au Burundi. Ceux qui veulent créer ces problèmes, tout comme ceux qui chantent « le génocide », ont des intentions cachées et qui visent à nuire au peuple burundais. Il est important de faire une distinction entre l'Église catholique, les prêtres et évêques qui s'éloignent de leur mission et les fidèles de ladite Église : « Le Saint-Siège apprécie au contraire qu'elle soit restée suffisamment distante de la politique, hormis l'exception de quelques prêtres ». Le fait que certains évêques ont ouvertement appelé les fidèles à se soulever contre les institutions et que ces fidèles ont totalement refusé, que les fidèles soient allés voter malgré l'appel de certains évêques allant dans le sens de boycotter les élections, montre bien l'importance de cette distinction. L'incitation au soulèvement ou à la désobéissance reste un délit peu importe son auteur. Il y a donc un grand décalage entre le langage et la position de la hiérarchie de l'Église catholique au Burundi et le comportement des fidèles en matière de droits civiques et démocratiques. Certains évêques [1] avaient ouvertement soutenu le putsch manqué du 13 mai 2015 alors que l'immense majorité de la population burundaise avait totalement désapprouvé ce comportement. S'il est vrai que les évêques et les prêtres respectés au Burundi, il est aussi vrai que les fidèles gardent le droit de penser différemment quand il s'agit de parler de démocratie, politique et autres aspects de la vie nationale : c'est aussi le sens de cette réaction. Je reste convaincu que l'autorité morale qu'ont les hommes de l'Église au Burundi et ailleurs doit respecter les droits et libertés civiques et politiques des fidèles afin d'éviter une dictature d'un autre genre. Parler de répression silencieuse du pouvoir face à des actes de terrorisme, est un signe de banalisation de la vie humaine et partant un déni de l'une des valeurs fondamentales de l'Église catholique: le respect de la vie humaine, « la vie humaine est sacrée », a-t-on l'habitude d'entendre à l'Église ». Mais que comprendre quand les gens qui lancent des grenades dans les marchés, dans les Églises, dans les bits de boisson sont plutôt encensés par certains et dont mention n'est faite nulle part dans cet article ? Comment parler de conflit d'intérêts pour finalement indexer un seul côté ? Evidemment les responsables du Vatican diront que cela n'est pas la position du Saint-Siège [2]. Tout le monde s'attend à ce que le Saint-Siège évite de s'aligner sur des positions des puissances occidentales citées comme ayant des intérêts à défendre et qui se moquent de la vie humaine en jouant à un rôle de conciliateur au lieu de mettre en avant sanctions et pressions. Dès lors qu'aucune différence n'est perceptible entre les actions des puissances patronnes des ressources naturelles dans la région des grands lacs, des intérêts économiques et géostratégique et celle d'une puissance morale comme le Saint-Siège, il devient légitime de se poser des questions sur les intentions réelles ou supposées de cette dernière. Peut-on penser à une manipulation ou à un piège ou tout simplement un manque d'objectivité de la part des rédacteurs d'articles sur le Burundi ? Dans un cas comme dans l'autre, cela reste précipité au peuple burundais. Ed. Bizimana [1] Interrogé pour s'exprimer sur le putsch en cours dans le pays, un homme de l'Église avait répondu que la joie et l'allégresse des manifestants (qui fêtaient avec les putschistes dans les rues de Bujumbura) sont parvenues à sa fenêtre. [2] C'est ce que j'avais répondu à un représentant du Saint-Siège auprès de l'Ambassade du Burundi à Berlin aux côtés de Mgr Silvano Maria TOMASI, représentant du Saint-Siège au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à Genève en décembre 2015.